

4

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 16 MARS 2000 MODIFIANT
LA CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL N°36 BIS DU 27
NOVEMBRE 1981 CONCERNANT L'INSTITUTION D'UN FONDS DE
SECURITE D'EXISTENCE POUR LES INTERIMAIRES ET LA FIXATION
DE SES STATUTS.**

Article 1er :

La présente convention collective s'applique :

- a) aux entreprises de travail intérimaire visées à l'article 7, 1° de la loi du 24 juillet 1987 sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs, ci-après dénommées "l'employeur";
- ~~b)~~ b) aux travailleurs intérimaires visés à l'article 7, 3° de la loi précitée du 24 juillet 1987, qui ont été occupés par ces entreprises de travail intérimaire, ci-après dénommés "le travailleur".

Article 2 :

L'article 3.8° et 9° de la convention collective de travail n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

"8° de promouvoir des initiatives pour l'emploi en faveur des groupes à risque.

Cela concerne les groupes à risque suivants :

- c) Les chômeurs de longue durée

Les demandeurs d'emploi qui, pendant les 6 mois qui précèdent leur engagement, ont bénéficié sans interruption d'allocations de chômage ou d'attente pour tous les jours de la semaine.

- d) Les chômeurs à qualification réduite

Les chômeurs de plus de 18 ans qui comptabilisent au moins 1 jour de chômage et qui ne sont pas titulaires:

- soit d'un diplôme universitaire;
- soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur de type long ou court;
- soit d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur général ou technique.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTRE
2 2 -03- 2000 | 06 -04- 2000 | MR.
N°

54.600 / 10 / 322

c) Les handicapés

Les demandeurs d'emploi handicapés qui, au moment de leur engagement, sont enregistrés au Fonds national de reclassement social des handicapés (ou à un de ses ayants droit).

d) Les jeunes à scolarité obligatoire partielle

Les demandeurs d'emploi âgés de moins de 18 ans qui sont soumis à l'obligation scolaire à temps partiel et ne poursuivent plus l'enseignement secondaire de plein exercice.

e) Les personnes qui réintègrent le marché de l'emploi

Les demandeurs d'emploi qui remplissent simultanément les conditions suivantes :

- 1) avoir au minimum 24 ans au 1/1/1997.
- 2) ne pas avoir bénéficié d'allocations de chômage ou d'allocations d'interruption de carrière au cours de la période de 3 ans qui précède l'engagement.
- 3) ne pas avoir exercé une activité professionnelle au cours de la période de 3 ans qui précède l'engagement.
- 4) avoir, avant la période de 3 ans visée sous 2) et 3), interrompu leur activité professionnelle, ou n'avoir jamais commencé une telle activité.

f) Les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence

Les demandeurs d'emploi qui, au moment de leur engagement, bénéficient depuis au moins 3 mois sans interruption du minimum de moyens d'existence."

g) Les chômeurs âgés

Les demandeurs d'emploi âgés de plus de 44 ans qui comptabilisent au moins 1 jour de chômage et qui ne sont pas titulaires:

- soit d'un diplôme universitaire
- soit d'un diplôme ou d'un certificat de l'enseignement supérieur non-universitaire de type long ou court."

h) Les travailleurs immigrés

Le Conseil d'administration du Fonds déterminera les personnes appartenant à cette catégorie de travailleurs.

9° de promouvoir des initiatives en matière de formation, en exécution de la convention collective de travail «formation» du 11 mai 1999 conclue pour les années 1999-2000.»

Article 3 :

L'article 13 b) de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

"b) une cotisation s'élevant à 8.5 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires à partir du 1er janvier 1999 et jusqu'au 30 juin 1999. Une cotisation s'élevant à 8,35 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires à partir du 1er juillet 1999 et ce pour une durée indéterminée. Pour la période du 1er janvier 1999 au 30 juin 1999, le Fonds Social pour les Intérimaires remboursera 0,15 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires aux entreprises de travail intérimaires concernées.

Pour financer les avantages sociaux accordés aux intérimaires en vertu de la CCT du 11 mai 1999 relative aux avantages sociaux destinés aux travailleurs intérimaires, cette cotisation est augmentée de 0.10 % du 1er avril 1999 au 31 décembre 2000. Pour les trois trimestres de 1999, les cotisations sont perçues directement par le Fonds, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration.»

Article 4 :

L'article 13 bis de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

«Pour l'application de l'article 3, 8°, la cotisation due au Fonds par les employeurs visés à l'article 5, a), est fixée pour 1999 et pour 2000 à 0,10 % des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires.

Pour les quatre trimestres de 1999, les cotisations sont perçues directement par le Fonds, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration. "

Article 5 :

L'article 13ter de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

"Pour l'application de l'article 3, 9°, une cotisation fixée à 0,3% des rémunérations brutes des travailleurs intérimaires est due au Fonds par les employeurs visés à l'article 5, a), et ce, du 1er avril 1999 au 31 décembre 2000.

Pour les trois trimestres de 1999, les cotisations sont perçues directement par le Fonds, selon les modalités fixées par le Conseil d'administration."

Article 6 :

L'article 14 bis de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

«A partir du premier trimestre 2000, les cotisations prévues aux articles 13bis et 13ter sont perçues et recouvrées comme il est prévu à l'article 14.»

Article 7 :

L'article 19bis de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

«Pour l'application de l'article 3, 8°, le Conseil d'administration peut notamment, dans les limites des moyens financiers résultant de l'application de l'article 13bis :

- organiser des cours et/ou des formations professionnelles ;
- intervenir au niveau des programmes de formation et des frais de matériel didactique;
- prendre en charge les rémunérations et charges sociales des travailleurs intérimaires pour la durée des programmes de formation;
- intervenir dans les rémunérations et charges sociales en vue de la mise au travail des travailleurs intérimaires appartenant aux groupes à risque visés à l'article 3, 8°.

Le Conseil d'administration détermine :

- les modalités d'octroi des interventions et les pièces justificatives à joindre aux demandes d'intervention;
- le délai d'introduction des demandes et le délai dans lequel le Conseil statue sur les demandes introduites;
- le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment lorsque les modalités d'octroi ne sont pas ou plus respectées.

Commentaire :

Le remboursement d'interventions éventuellement octroyées indûment, prévu au dernier alinéa de l'article 19bis, devrait avoir lieu par exemple lorsque le travailleur intérimaire met fin prématurément à sa formation.

Article 8 :

L'article 21bis de la CCT n° 36 bis du 27 novembre 1981 est remplacé par le texte suivant :

«Les articles 3, 8°, 13bis, 14bis et 19bis entrent en vigueur le 1er janvier 1999 et cesseront d'être en vigueur le 31 décembre 2000.

Les articles 3, 9° et 13ter entrent en vigueur le 1er avril 1999 et cesseront de produire leurs effets le 31 décembre 2000.

L'article 13 b) entre en vigueur le 1er janvier 1999, pour une durée indéterminée, étant entendu que l'augmentation liée à l'octroi des avantages sociaux sera appliquée du 1er avril 1999 au 31 décembre 2000."

Article 9 :

La présente convention collective de travail remplace la CCT du 14 mai 1997 modifiant la convention collective de travail n° 36 bis du 27 novembre 1981 concernant l'institution d'un Fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts.

La présente convention collective de travail rapporte la convention collective de travail du 11 mai 1999 modifiant la convention collective de travail n° 36bis du 27 novembre 1981 concernant l'institution d'un fonds de sécurité d'existence pour les intérimaires et la fixation de ses statuts, enregistrée près le Greffe du Service des relations collectives de travail sous le numéro 51.045/CO/322.

Elle entre en vigueur le 1er janvier 1999 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois notifié par lettre recommandée adressée au Président de la Commission Paritaire pour le Travail Intérimaire.

Bruxelles, le 16 mars 2000

C₃

CAO VAN 16 MAART 2000 TOT WIJZIGING VAN DE COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST NR. 36 BIS VAN 27 NOVEMBER 1981 BETREFFENDE DE OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR BESTAANSZEKERHEID VAN DE UITZENDKRACHTEN EN VASTSTELLING VAN ZIJN STATUTEN.

Artikel 1 :

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op :

- a) de uitzendbureaus, bedoeld bij artikel 7, 1° van de wet van 24 juli 1987 betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers, verder genoemd "de werkgever";
- b) de uitzendkrachten, bedoeld bij artikel 7, 3° van voornoemde wet van 24 juli 1987, die door deze uitzendbureaus worden tewerkgesteld, verder genoemd "de werknemer".

Artikel 2 :

Artikel 3.8° en 9° van de C.A.O. nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door volgende tekst :

"8° initiatieven tot tewerkstelling van risicogroepen te bevorderen.

Het betreft de volgende risicogroepen :

- a) De langdurig werklozen

Werkzoekenden die, gedurende de 6 maanden die aan hun indienstneming voorafgaan, zonder onderbreking werkloosheids- of wachtuitkeringen hebben genoten voor alle dagen van de week.

- b) De laaggeschoolde werklozen

Werklozen, ouder dan 18 jaar, die minstens 1 dag werkloos zijn en geen houder zijn van:

- hetzij een diploma van universitair onderwijs
- hetzij een diploma of een getuigschrift van het hoger onderwijs van het lange of het korte type
- hetzij een getuigschrift van het hoger algemeen of technisch secundair onderwijs.

INLEGGING-DEPOT | REGISTR.-ENREGISTR.

22-03-MO

06-04-2000

NR.
N°

St. 600/60/322

c) De gehandicapten

Werkzoekende mindervaliden die, op het ogenblik van hun **indienstneming**, bij het **Rijksfonds voor de Sociale Reclassering van de Mindervaliden** (of bij één van zijn rechtsoptvolgers) zijn **ingeschreven**.

d) De deeltijds leerplichtigen

Werkzoekenden van minder dan 18 jaar die onderworpen zijn aan de deeltijdse **leerplicht** en het secundair onderwijs met volledig **leerplan** niet meer volgen.

e) De herintreders

Werkzoekenden die tegelijk aan volgende voorwaarden voldoen :

- 1) minstens 24 jaar zijn op 1/1/1997.
- 2) geen werkloosheids- of loopbaanonderbrekingsuitkeringen genoten hebben gedurende de période van 3 jaar die de indienstneming voorafgaat.
- 3) geen beroepsactiviteit verricht hebben gedurende de période van 3 jaar die de indienstneming voorafgaat.
- 4) vóór de in 2) en 3) bedoelde période van 3 jaar hun beroepsactiviteit onderbroken hebben ofwel nooit een dergelijke activiteit begonnen zijn.

f) De bestaansminimumtrekkers

Werkzoekenden die op het ogenblik van hun indienstneming sinds minstens 3 maanden zonder onderbreking het bestaansminimum ontvangen.

g) Oudere werklozen

Werkzoekenden, ouder dan 44 jaar, die minstens één dag werkloos zijn en geen houder zijn van :

- hetzij een diploma van het **universitair** onderwijs
- hetzij een diploma of een **getuigschrift** van het hoger **niet-universitair** onderwijs van het korte of het lange type.

h) Migranten

De Raad van Beheer van het Fonds zal bepalen welke personen tot deze catégorie van **werknemers** behoren.

9° het bevorderen van initiatieven inzake vorming, in uitvoering van de collectieve arbeidsovereenkomst «opleiding» van 11 mei 1999 gesloten voor de jaren 1999-2000"

Artikel 3 :

Artikel 13 b) van de CAO nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door :

"b) een bijdrage van 8,5% van de **brutolonen** van de uitzendkrachten vanaf 1 januari 1999 tot en met 30 juni 1999. Een bijdrage van 8,35% van de brutolonen van de uitzendkrachten vanaf 1 juli 1999 en dit voor onbepaalde duur. Het Sociaal Fonds voor de Uitzendkrachten **zal** voor de période 1 januari 1999 tot en met 30 juni 1999 0,15% van de brutolonen van de uitzendkrachten **terugbetalen** aan de betrokken uitzendbureaus.

Voor het **financieren** van de sociale voordelen toegekend aan de uitzendkrachten op grond van de CAO van 11 mei 1999 met betrekking tot de sociale voordelen bestemd voor de uitzendkrachten, wordt deze bijdrage van 1 april 1999 tot 31 december 2000 verhoogd met 0,10 %. Voor de drie kwartalen van 1999 wordt deze bijdrage rechtstreeks door het Fonds geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van **Beheer**."

Artikel 4 :

Artikel 13 bis van de CAO nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door :

«Voor de **verwezenlijking** van artikel 3, 8° wordt de bijdrage, verschuldigd aan het Fonds door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a), voor 1999 en voor 2000 vastgesteld op 0,10% van de brutolonen van de uitzendkrachten.

Voor de vier kwartalen van 1999 worden de bijdragen rechtstreeks door het Fonds geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van **Beheer**."

Artikel 5 :

Artikel 13 ter van de CAO nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door :

«Voor de **verwezenlijking** van artikel 3, 9° is door de werkgevers bedoeld bij artikel 5 a) met ingang van 1 april 1999 tot 31 december 2000 een bijdrage verschuldigd van 0,3% van de brutolonen van de uitzendkrachten.

Voor de drie kwartalen van 1999 worden de bijdragen rechtstreeks door het Fonds geïnd, volgens de modaliteiten bepaald door de Raad van **Beheer**.»

Artikel 6 :

Artikel 14 bis van de CAO nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door :

"Vanaf het eerste trimester 2000 zullen de bijdragen, bedoeld in de artikelen 13bis en 13ter, worden geïnd en ingevorderd zoals bepaald bij artikel 14."

Artikel 7 :

Artikel 19bis van de CAO nr 36 bis van 27 november 1981 wordt vervangen door :

«Voor de verwezenlijking van artikel 3, 8° kan de Raad van Beheer, onder meer, binnen de perken van de financiële middelen die voortvloeien uit de toepassing van artikel 13bis:

- cursussen en/of beroepsvorming organiseren;
- tussenkomen in opleidingsprogramma's en in de kosten van didactisch materiaal;
- gedurende de opleidingsprogramma's de lonen en sociale lasten van de uitzendkrachten ten laste nemen;
- tegemoetkomingen verlenen in de lonen en sociale lasten met het oog op de tewerkstelling van de uitzendkrachten die tot de risicogroepen, bedoeld in artikel 3, 8°, behoren.

De Raad van Beheer bepaalt :

- de toekenningsmodaliteiten voor de tegemoetkomingen en de nodige bewijsstukken die bij de aanvragen voor tussenkomst gevoegd moeten worden;
- de data waarbinnen de aanvragen ingediend moeten worden en de data waarbinnen de Raad over de ingediende aanvragen een beslissing neemt;
- de terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen wanneer niet of niet langer aan de toekenningsmodaliteiten is voldaan.

Commentaar :

De bij het laatste lid van artikel 19bis bedoelde terugstorting van eventueel ten onrechte uitgekeerde tegemoetkomingen, zou bijvoorbeeld moeten gebeuren wanneer een uitzendkracht de opleiding voortijdig beëindigt."

Artikel 8 :

Artikel 21 van CAO nr 36 van 27 november 1981 wordt vervangen door:

«De artikelen 3, 8° , 13bis, 14bis en 19bis treden in werking op 1 januari 1999 en houden op van kracht te zijn op 31 december 2000.

De artikelen 3, 9° en 13ter treden in werking op 1 april 1999 en houden op van kracht te zijn op 31 december 2000.

Artikel 13 b) treedt in werking op 1 januari 1999, voor onbepaalde duur, met dien verstande dat de verhoging verbonden aan de toekenning van de sociale voordelen van toepassing zal zijn van 1 april 1999 tot 31 december 2000."

Artikel 9 :

Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO van 14 mei 1997 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 36 bis van 27 november 1981 betreffende de oprichting van een Fonds voor bestaanszekerheid voor de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst heft de collectieve arbeidsovereenkomst op van 11 mei 1999 tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr 36bis van 27 november 1981 betreffende de oprichting van een fonds voor bestaanszekerheid van de uitzendkrachten en vaststelling van zijn statuten, geregistreerd ter Griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen onder het nummer 51.045/CO/322.

Zij treedt in werking op 1 januari 1999 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan mits een opzeggingstermijn van drie maanden door elk van de partijen worden opgezegd bij een ter post aangetekende brief gericht aan de Voorzitter van het Paritair Comité voor de Uitzendarbeid.

Brussel, 16 maart 2000